

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN SUÈDE : LA RHÉTORIQUE, LES POLITIQUES ET LA PRATIQUE

Par **Rolf Lidskog**, Professeur, Centre for Urban and Regional Studies, Örebro University,
Suède • rolf.lidskog@oru.se

Et **Ingemar Elander**, Professeur, Centre for Urban and Regional Studies, Örebro University,
Suède • ingemar.elander@oru.se

Traduit de l'anglais

RÉSUMÉ La Suède est un chef de file en matière de politiques environnementales et l'un des pays les plus avancés au monde écologiquement. Toutefois, à l'instar des autres États, elle n'a pu échapper à la récession économique et au haut taux de chômage. Dans ce contexte économique, il est intéressant d'établir si la Suède respecte toujours sa volonté de transformer la société afin qu'elle soit environnementalement viable. L'objectif principal de cet article est donc de répondre à la question suivante : quel est le taux de réussite de la Suède lorsque des cibles audacieuses de développement durable se heurtent aux défis que posent la crise financière et économique et la forte pression qu'elle engendre sur le système de protection sociale ? Les analyses montrent que la Suède a adopté une vision selon laquelle la croissance économique, le bien-être collectif et les politiques environnementales sont solidaires. Toutefois, concilier de nouveau ces trois dimensions dans une stratégie de développement durable est plus facile à dire qu'à faire, et il a été démontré que la distance entre la rhétorique, les politiques et la pratique est plus grande que ce que l'énoncé de politique laisse entendre.

ABSTRACT Sweden is a forerunner in environmental policy and one of the most ecologically modernized countries in the world. However, as with most other countries, it has not been able to avoid economic recession and high unemployment. Thus it is of great interest to investigate whether Sweden, in confronting this challenge, is still on the right track in terms of redesigning society to become environmentally sustainable. The fundamental question of this article is: how well does Sweden measure up when bold sustainable development goals are confronted with the challenges of financial and economic crisis and the strong pressures exerted on its social welfare system? According to our analysis, Sweden has achieved a form of understanding in which economic growth, social welfare and environmental policy support each other. However, reconciling these dimensions into an integrated strategy for sustainable development is easier said than done and, as is shown in this paper, the distance between rhetoric, policy and practice is greater than is acknowledged in the policy formulated to date.

Pour citer cet article : Lidskog, R. et I. Elander (2011). « Le développement durable en Suède : la rhétorique, les politiques et la pratique », *Télescope*, vol. 17, n° 2, p. 71-91.

Depuis la publication du rapport Brundtland en 1987, le développement durable est devenu l'expression clé des politiques environnementales et de l'élaboration de politiques partout dans le monde. En mariant la croissance économique aux préoccupations environnementales, elle représentait une vision facile à adopter non seulement par les groupes environnementaux et les politiciens « verts », mais aussi par des intervenants qui auparavant n'avaient accordé aucune priorité à

l'environnement. Le développement durable était une innovation conceptuelle d'une importance politique phénoménale et il est devenu un « objet-frontière » (*boundary object*), un point de référence fournissant une trame cohérente (Star, 1989) grâce à laquelle différents acteurs pouvaient se rencontrer et trouver des intérêts communs.

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro en 1992 a nourri cet état de fait, et on a pu observer au cours des deux dernières décennies une croissance rapide et généralisée du développement durable dans les politiques, et ce, dans un large éventail de contextes organisationnels. Le développement durable est devenu une justification importante des activités des gouvernements nationaux et locaux, des agences gouvernementales, des sociétés privées et des organisations non gouvernementales. En effet, il a fait une entrée triomphale non seulement dans les établissements parlementaires et les sièges sociaux des groupes environnementaux, mais aussi dans les salles des conseils d'entreprises transnationales. L'environnement n'est plus considéré comme un intérêt sectoriel, un domaine politique distinct ayant des liens vagues avec d'autres domaines politiques (comme les politiques en matière d'emploi, de transport et d'énergie). Au contraire, le développement durable fournit une approche holistique qui réunit des activités et des intérêts différents et en apparence divergents. Tous les acteurs et toutes les activités ont désormais la responsabilité de rendre la société plus viable.

Par contre, toute médaille a son revers et le succès apparent du développement durable n'échappe pas à cette maxime. La question de savoir si ce concept est réellement important a été soulevée. Dans le chapitre liminaire de leur ouvrage intitulé *The Sustainable Development Paradox*, Krueger et Gibbs (2007, p. 5) révèlent que « la durabilité de l'environnement est une notion tellement ambiguë qu'elle permet à des acteurs provenant de différents milieux d'aller de l'avant sans qu'ils soient d'accord sur une seule action. Cela dit, avant que nous portions quelque jugement que ce soit sur le développement durable, nous devons prendre en compte d'autres dimensions de la durabilité environnementale. »

Jusqu'à quel point les politiques ont-elles changé, les émissions de gaz à effet de serre ont-elles été réduites et les schémas de production et de consommation ont-ils été altérés? Est-ce que l'adhésion à l'objectif développement durable s'est révélée uniquement une opération « d'écoblanchiment », c'est-à-dire une façon d'habiller de vert des activités polluantes? Lorsque les sociétés pétrolières se présentent comme étant des promoteurs du développement durable, est-ce seulement de la rhétorique ou ont-elles véritablement apporté des changements à leurs activités d'exploitation? Lorsque les gouvernements nationaux déclarent que le développement durable est un objectif prioritaire, est-ce que cette annonce est suivie d'effets appréciables ou s'agit-il seulement de belles paroles? Ou encore pire : le développement durable ne serait-il pas une stratégie clé pour maintenir en place ce qui est reconnu comme étant non renouvelable (Baker, 2007; Blühdorn, 2007; Blühdorn et Welsh, 2007)?

Prenant comme point de départ ces questions cruciales, nous allons, dans cet article, explorer les politiques environnementales de la Suède. Étant donné

que l'on considère historiquement ce pays comme l'un des premiers États-nations à avoir mis sur pied une vaste politique environnementale, il représente donc un cas de haute importance. Ainsi, la Suède a été le premier État-nation à établir une agence de protection de l'environnement, et l'un des premiers pays à élaborer des mesures législatives exhaustives en matière d'environnement. Elle a également été l'instigatrice du premier sommet international sur l'environnement – la Conférence des Nations Unies sur l'environnement – qui s'est tenu à Stockholm en 1972 (Lidskog et Elander, 2000).

La Suède est digne d'intérêt pour des raisons historiques, mais aussi pour ses politiques actuelles. Selon certains chercheurs, la Suède est même considérée comme l'un des pays les plus ambitieux et les plus modernes en matière d'environnement (Fudge et Rowe, 2000; Jänicke, 2008; Lundqvist, 2004; Weale, 1992). La politique environnementale de la Suède, élaborée autour de seize objectifs de qualité de l'environnement, stipule que les problèmes environnementaux les plus graves doivent être réglés à l'intérieur d'une génération; on peut constater ce fait en examinant par exemple son objectif sur le climat, qui va au-delà des exigences de l'Union européenne en matière de partage des obligations (qui découlent du protocole de Kyoto). Ainsi, la Suède semble être un chef de file en ce qui concerne l'élaboration de politiques environnementales et la restructuration en vue d'une société à l'environnement durable. Dans le même temps, et comme la plupart des pays, elle a subi la récession économique, connu un fort taux de chômage et possède des structures et des systèmes qui sont profondément dépendants des mesures de contrôle intérieures. Mais comment se débrouille la Suède lorsque des cibles audacieuses de développement durable se heurtent aux défis que pose la crise financière et économique et à la forte pression que cette crise engendre sur le système de sécurité sociale?

Le présent article compte quatre parties, dont la présente introduction constitue la première. La deuxième partie retrace l'évolution du courant environnementaliste en Suède à la fin du XX^e siècle, tandis que la troisième partie analyse les objectifs et les instruments environnementaux actuels en regard des priorités politiques autres qu'environnementales. Dans la conclusion, nous résumerons et mettrons en évidence quelques questions qui font l'objet de tensions et de conflits et qui sont propres aux processus et aux résultats des politiques environnementales en Suède.

■ LA SUÈDE : UN PAYS AVANT-GARDISTE

Seule ou accompagnée des autres pays scandinaves, la Suède a très souvent été considérée comme un modèle du bien-être collectif scandinave (Esping-Andersen, 1990). Le pays possède une longue tradition de réglementation publique, selon laquelle les solutions orientées vers l'État sont jugées plus efficaces et plus socialement équitables que les solutions axées sur le marché (Alfredsson et Wiman, 2001; Trägårdh, 2007). Un autre élément fondamental de l'État-providence suédois et de la société suédoise de l'après-guerre est le consensus à propos des règles entourant les luttes des classes entre les syndicats (d'ouvriers et d'employés

de bureau), les propriétaires d'entreprise et l'État. Les règles ont été établies par cette unité corporatiste et ont jeté les bases d'un marché du travail institutionnalisé et raisonnablement stable pendant les années 1980 (Esping-Andersen, 1992; Therborn, 1992). Selon une façon de voir très répandue et conforme à cette entente, la Suède est un pays où la politique est dominée par les rapports consensuels entre les différents intérêts et où les conflits importants sont exceptionnels. Depuis de nombreuses années, cette image harmonieuse a été dépeinte par plusieurs chercheurs étrangers comme Childs (1936), Heclø et Madsen (1987), Milner (1989), Esping-Andersen (1990) et Trägårdh (2007). La structure des commissions d'enquête et de la transmission de rapports pour avis (appelé *remiss* en suédois), un des résultats concrets de la politique consensuelle propre au gouvernement suédois, permet à tout acteur (les organisations non gouvernementales, par exemple) qui se sent concerné par une proposition du gouvernement de soumettre ses commentaires, même si le gouvernement essaie pour sa part d'anticiper quelles seront les parties potentiellement concernées par la proposition (Olsson et autres, 2009, p. 169).

Cette image d'harmonie a également été véhiculée par les chercheurs qui se sont penchés sur les politiques environnementales de la Suède. Par exemple, dans une étude transnationale menée dans les années 1980, Wildavsky (1987, p. 66) a découvert que les normes à la base des politiques environnementales mettaient l'accent sur les relations harmonieuses, l'évitement des conflits directs, la recherche de consensus et une conception claire du rôle actif que joue l'État. On peut se demander jusqu'à quel point le portrait flatteur des politiques environnementales suédoises décrit dans la plupart de la documentation scientifique est le reflet du fait que la recherche sur les politiques environnementales s'est en grande partie concentrée sur l'élaboration des politiques, laissant de côté leur mise en œuvre, négligeant le rôle des groupes environnementaux et présupposant l'exactitude descriptive du modèle démocratique et rationaliste d'élaboration de politiques. Nous reviendrons sur cet aspect dans la conclusion de cet article.

Or, lorsque l'on souhaite se pencher sur les politiques environnementales de la Suède, on devrait toujours garder à l'esprit certaines variables contextuelles. D'une part, la géographie de la Suède lui confère d'excellentes conditions pour mettre en avant des solutions écologiquement durables. L'hydroélectricité a été développée de façon importante et elle a permis, en combinaison avec les investissements massifs du gouvernement suédois dans l'énergie nucléaire, une production d'électricité qui génère de très faibles émissions de dioxyde de carbone. Une grande partie du pays est couvert de forêts et d'autres espaces verts qui pourraient être utilisés comme fournisseurs de biocarburants, une énergie non fossile, pour le chauffage et le transport, et aussi de matières premières pour les technologies et les industries basées sur ces actifs. De nombreuses terres sont également propices au développement de l'énergie éolienne et bien que cette énergie ait été jusqu'à présent exploitée à petite échelle, la Suède présente un potentiel pour la construction de parcs d'éoliennes.

D'autre part, avec un secteur industriel de plus en plus pénétré par les capitaux transnationaux et une économie largement dépendante des exportations,

la Suède, membre de l'Union européenne, dépend fortement des pays voisins. Comme la plupart des pays européens, la Suède a vécu récemment une dérégulation des responsabilités de l'État. Des secteurs qui étaient auparavant régis par le monopole de l'État – comme le transport ferroviaire, l'énergie et la téléphonie – sont aujourd'hui occupés par un certain nombre de compagnies, et dans le cas où des compagnies sont toujours détenues par l'État (ou des compagnies dont l'État est le principal actionnaire), elles doivent concurrencer les sociétés privées. L'attribution de marchés publics a augmenté depuis le début des années 1990, mais principalement depuis l'adoption de la directive 2004/18/EC du Parlement européen qui a ouvert un plus vaste territoire à la concurrence. En raison de cette ouverture, la concurrence est devenue plus forte et de nouvelles règles sont inscrites dans la loi suédoise.

Depuis le début des années 1990, un processus de dérégulation et de privatisation des écoles, des services de garde, des services aux aînés et des services sociaux en général a été considérablement promu par les gouvernements sociaux-démocrates et les gouvernements conservateurs-libéraux. Parallèlement à ce processus, l'écart entre les riches et les pauvres s'est creusé, et les hausses formidables des salaires dans les niveaux les plus élevés des échelles salariales ne sont certes pas étrangères à ce fossé. Les personnes les plus vulnérables demeurent les enfants, les jeunes, les mères célibataires et les immigrants. La pauvreté se concentre comme jamais auparavant chez les immigrants, surtout chez ceux qui sont arrivés depuis quelques années (Socialstyrelsen, 2010; Sommestad, 2010). Bien que la Suède ait été et soit encore un pays ayant de faibles disparités sociales (Wilkinson et autres, 2009), les différences entre les revenus des ménages n'ont cessé d'augmenter depuis les années 1980, tout comme la polarisation sociale entre les quartiers riches et les quartiers pauvres (Andersson, BråmÅ et Holmqvist, 2010). Cette évolution est contraire à ce qu'on appelle la dimension sociale du développement durable, celle qui concerne la qualité de vie (Lehtonen, 2004).

L'environnementalisme institutionnalisé

L'histoire de l'environnementalisme en Suède est un parcours allant de la préservation à la durabilité environnementale et couvre de nombreux changements en matière d'environnement et de politiques qui influencent la nature du mouvement environnementaliste ainsi que ses interactions avec les autres sphères de la société (Jamison, Eyerman et Cramer, 1990; Kronsell, 1997; Lidskog et Elander, 2000). Jusqu'en 1960, la politique environnementale avait un rôle très restreint dans la politique suédoise. Elle concernait principalement la préservation d'éléments naturels précis et tentait de régler des problèmes environnementaux locaux et ponctuels, par exemple la pollution de l'air et de l'eau. La base organisationnelle de l'environnementalisme était dominée par un organisme créé en 1909, l'association suédoise de protection de la nature (*Svenska Naturskyddsföreningen* – SNF).

Dans les années 1960, on a été témoin d'un changement au sein du débat sur l'environnement. Il n'était désormais plus suffisant de protéger certains milieux des activités dommageables. Dès les années 1950, les risques associés aux biocides ont été observés, l'effet du mercure sur les oiseaux a été découvert par des ornithologues

amateurs, et l'État ainsi que la SNF ont organisé des conférences sur ces sujets. La traduction en 1962 du livre de Rachel Carson, *Silent Spring*, a lancé le premier débat majeur sur l'environnement en Suède (Jamison, Eyerman et Cramer, 1990). Il était alors reconnu que les perturbations causées par l'humain se répercutaient sur tout l'écosystème, engendrant des effets insoupçonnés et constituant même une menace pour l'humain, situé au sommet de la chaîne alimentaire. On avait donc besoin d'une approche holistique de l'environnement.

Le débat sur l'environnement au début des années 1960 a conduit à une multiplication des adhésions aux organismes environnementaux, à l'intégration graduelle de la protection de l'environnement dans les programmes politiques des différents partis et à la création d'unités administratives publiques responsables des ressources naturelles et de la protection de la nature (Lundqvist, 1971). La Suède a été le premier pays au monde à instituer une agence de protection de l'environnement (1967), et la loi suédoise sur la protection de l'environnement en 1969 était la législation la plus englobante au monde à cette époque (Jamison, Eyerman et Cramer, 1990; Weale, 1992, p. 98). Les sciences écologiques et la planification intégrée ont émergé en tant qu'instruments principaux des politiques environnementales, et l'État était vu comme possédant l'efficacité gestionnaire et l'autorité nécessaire pour s'attaquer avec succès aux problèmes environnementaux.

À la fin des années 1960, la perspective globale de l'environnement gagnait du terrain, se concrétisant à travers la Conférence des Nations Unies sur l'environnement tenue à Stockholm en 1972 et la création de la division suédoise des Amis de la Terre. Le souci de l'environnement est devenu beaucoup plus vaste, dans le sens où à la fois les cas et les causes de destruction de l'environnement étaient attaqués. Cette tendance a mené à la remise en question de la société industrielle et à la recherche de solutions de rechange aux paradigmes sociétaux dominants. La culture radicale et activiste de la fin des années 1960, combinée au boom des sciences écologiques, était un terreau fertile pour cette nouvelle forme de critique. La réponse politique a été l'augmentation de la planification intégrée, soutenue par un plus grand recours aux sciences écologiques.

À partir du milieu des années 1970 et jusqu'au référendum de 1980, le développement du programme nucléaire le plus ambitieux au monde (Lidskog et Sundqvist, 2004) était au cœur du débat sur l'environnement. Après un silence remarquable dans les années 1950 et 1960, l'opposition au programme s'est vite organisée et a lancé le mouvement national Campagne du peuple suédois contre l'énergie nucléaire (*Folkkampanjen mot Kärnkraft*) en 1978. La Campagne a rassemblé un large spectre de groupes et d'organismes, dont des environnementalistes et des activistes pour la paix et la libéralisation de la femme. Inspirée par la fusion des idées socialistes et environnementalistes, la Campagne du peuple répandait aussi l'idée d'une nouvelle société protectrice de ses ressources dans laquelle chacun aurait un travail qui aurait un sens (Lidskog, 1994). Dès lors, l'idée de bâtir une nouvelle société a fait son chemin. Des organisations comme les Amis de la Terre et Future in Our Hands (la division suédoise étant née en 1976) ont apporté de nouvelles valeurs, elles ont attiré l'attention sur les styles de vie et amené une perspective mondiale.

À partir du milieu des années 1980, la place de l'environnement a pris de l'ampleur dans les préoccupations publiques, ce qui a mené à l'élection de députés du Parti vert (*miljöpartiet*), fondé en 1981, au Parlement. Le caractère mondial des problèmes environnementaux est devenu plus prononcé (par exemple l'amincissement de la couche d'ozone ou le réchauffement de la planète), et l'attention s'est tournée vers les problèmes diffus et reconnus. On a alors réalisé que les problèmes environnementaux recoupaient les frontières des différents secteurs de la société et qu'ils commandaient la coopération entre l'État, la société civile et le marché afin de les résoudre. Le nombre d'acteurs concernés par les problèmes environnementaux a par conséquent augmenté radicalement. Le « développement durable » est devenu le concept central du débat sur l'environnement.

À la fin des années 1980, la conscience environnementale grandissante dans la société a servi, pour de nouveaux groupes d'intérêts, des chercheurs et des entrepreneurs politiques, de levier pour entrer dans l'arène politique. De nombreuses organisations non gouvernementales se sont taillé une place d'importance dans le domaine des politiques environnementales (Lundgren, 1995). En même temps, l'environnementalisme suédois a perdu de son caractère en tant que mouvement populaire, les organismes environnementaux se professionnalisant de plus en plus et devenant axés sur les résultats, ce qui illustre les tensions entre pragmatisme et idéalisme. L'« activisme délégué » (activisme au nom d'un intérêt politique) de Greenpeace (la division suédoise a été fondée en 1983) et les pressions exercées par une SNF revitalisée ont prouvé que les modèles organisationnels étaient bien adaptés à la conscience environnementale des années 1980 et du début des années 1990. Les organismes qui reposaient plutôt sur la participation de leurs membres, comme les Amis de la Terre et Future in Our Hands, ont vu le nombre de leurs membres diminuer.

L'efficacité politique du Parti vert a été temporairement paralysée au début des années 1990, période au cours de laquelle les vieux partis ont mesuré le potentiel politique des préoccupations environnementales et ont apporté des changements en ce sens à leurs politiques. Utilisant efficacement sa dimension symbolique en politique, tous les partis sont devenus « environnementalistes ». Les problèmes environnementaux ont par conséquent été largement absorbés par la dimension gauche-droite de la politique suédoise.

Les années 1990 ont été le théâtre d'une vision binaire. Outre l'inclusion de la dimension environnementale au sein du gouvernement et de l'industrie, les citoyens ne semblaient plus accorder la même priorité à l'environnement que pendant la fin des années 1980. Occupant le premier rang des priorités des électeurs en 1988, l'environnement a été devancé au cours de la décennie suivante par d'autres préoccupations, comme l'emploi, la croissance économique, les soins aux aînés, les soins de santé et l'éducation, et lorsque la Suède, au début des années 1990, a connu une récession économique et une augmentation radicale du taux de chômage, l'environnement a perdu sa position de priorité absolue à l'ordre du jour politique. Le défi de concilier des priorités aussi différentes que la stabilité et la croissance économique, la sécurité sociale et la qualité de l'environnement sera notre prochain sujet.

■ LA MODERNISATION ÉCOLOGIQUE SE BUTE CONTRE UNE DURE RÉALITÉ

Même si à l'époque de la Conférence de Rio (1992) les graines d'un rajeunissement des politiques suédoises avaient déjà été semées, la Conférence a servi de déclencheur pour amener le développement durable à l'avant-plan du programme politique. Dans ses documents préparatoires de la Conférence, le gouvernement suédois a soutenu fermement que la politique environnementale devait être réconciliée avec la démocratie, l'économie de marché et la croissance économique. Autrement dit, la politique environnementale était perçue comme une partie intégrante d'une politique de bien-être collectif complète (Lidskog et Elander, 2000). Cette vision des choses indique un lien clair avec le modèle de protection sociale suédois tel qu'il a été décrit précédemment et est en phase avec le rapport Brundtland qui soulignait que le développement durable comprend des dimensions sociales et économiques, ainsi qu'écologiques. Conséquent avec ce modèle de protection sociale, il existe également une foi dans le rationalisme économique et technologique associé à la modernité, c'est-à-dire qu'en consentant aux demandes perçues de la croissance économique, une assiette de l'impôt substantielle sera créée et grâce à laquelle l'État retire des revenus, qui sont redistribués (Elander, 1978, p. 10-17). Selon ce modèle idéologique, l'approche suédoise en matière de développement durable peut être perçue comme la manifestation d'une modernisation écologique des politiques et des façons de faire. En d'autres termes, croire à la rationalité du système économique jette les bases d'une situation dans laquelle la croissance économique et la viabilité écologique sont gagnantes, et où les idéologies écologiques « vert foncé » ne sont pas nécessaires.

Le message de la conférence de Rio a produit une forte réponse, garante d'un optimisme prudent en ce qui concerne les probabilités de tenir d'autres activités. En 1996, l'énoncé gouvernemental de la politique affirmait : « La Suède s'appliquera à être un chef de file mondial et un exemple pour les autres pays quant à ses efforts pour créer un développement écologiquement durable. La prospérité sera bâtie sur une utilisation plus efficace des ressources naturelles – énergie, eau et matériaux bruts » (Regeringskansliet, 1996). Dans la mise en œuvre du protocole de Kyoto, le Parlement suédois a décidé en 2002 de se fixer des cibles beaucoup plus élevées que les demandes européennes¹. Les objectifs actuels de la politique environnementale sont probablement les plus ambitieux au monde : celle-ci comprend seize objectifs de qualité de l'environnement, dont quinze doivent être atteints en 2020, et le dernier – un impact réduit sur le climat – doit l'être en 2050,

¹ Le protocole de Kyoto stipule que les pays industrialisés devraient diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2 % du niveau de 1990 en 2008-2012. L'Union européenne devrait réduire les siennes de 8 %. La Suède, quant à elle, a reçu la permission d'accroître ses émissions de 4 % puisqu'elle est actuellement en phase de restructuration de ses sources d'énergie (déclassement du nucléaire), qu'elle a connu des réductions de ses émissions avant 1990 et que ses taux d'émissions sont faibles comparativement aux autres pays membres de la zone euro. Toutefois, le Parlement a décrété que la Suède devait au contraire diminuer ses émissions de 4 %.

année lors de laquelle aucune émission nette de gaz à effet de serre ne sera comptabilisée dans l'atmosphère.

À l'échelle internationale, la Suède a joué un rôle actif dans la mise en œuvre des conventions internationales sur les changements climatiques, la protection de la couche d'ozone, la biodiversité, le transport des matières dangereuses, la sécurité nucléaire, etc. Sur la scène européenne, elle poursuit activement des objectifs liés à l'environnement. La coopération baltique a été élargie et consolidée grâce à des initiatives suédoises (Joas, Jahn et Kern, 2008 ; Lidskog, Soneryd et Uggla, 2009). Lors de sa présidence de l'Union européenne à l'automne 2009, les priorités officielles de la Suède étaient la crise financière, le défi du climat et le renforcement de la compétitivité de l'économie de l'Union européenne en la transformant en une économie écoefficace. Dans le même esprit, le nouveau gouvernement de coalition², dans son discours inaugural, a déclaré que :

La Suède sera reconnue comme un chef de file en matière de qualité de l'environnement et de développement durable, à la fois à l'échelle nationale et internationale. [...] À l'échelle nationale signifie que nous pouvons prendre les devants et montrer le chemin de la transition nécessaire mondialement. Par conséquent, nous avons augmenté de façon substantielle nos cibles de réduction des émissions au pays. [...] La Suède continuera à exercer des pressions pour aboutir à un accord mondial sur le climat. Ce nouvel accord doit comprendre des réductions plus contraignantes, dont de plus grandes réductions des gaz à effet de serre, et recueillir l'adhésion d'un plus grand nombre de pays. La Suède doit en outre travailler afin de s'assurer que tous les États membres de l'Union européenne adopteront une taxe sur les émissions carboniques (Regeringskansliet, 2010).

Le but ultime de la politique environnementale du gouvernement est de « léguer à la prochaine génération une société où les principaux problèmes environnementaux auxquels la Suède fait face auront été réglés » (Regeringskansliet, 2010).

En 1999, le Parlement suédois a adopté quinze objectifs de qualité de l'environnement (OQE) et une seizième cible – faune et flore riches et diversifiées – a été ajoutée à la liste en 2005 (Government Bill 2004/05:150 et Government Bill 1997/98:145). Ces objectifs sont très généraux et visent pour la plupart la dimension écologique du développement durable, en plus de la santé publique et de la culture. Ils sont également qualitativement différents entre eux, certains touchant des domaines particuliers (par exemple, les milieux marins), d'autres ciblant des problèmes précis (par exemple, les changements climatiques, l'acidification, l'eutrophisation).

² Lors des élections de septembre 2010, le gouvernement de coalition à quatre partis (Parti conservateur, Parti libéral, Parti centriste et les Chrétiens-démocrates), au pouvoir depuis 2006, a récolté un plus grand nombre de sièges que les partis vert et rouge (le Parti social-démocrate, le Parti vert et le Parti gauchiste) au Parlement, même s'il n'obtient pas de majorité absolue.

**TABLEAU 1 : LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT
ADOPTÉS PAR LE PARLEMENT SUÉDOIS**

Réduction de l'impact sur le climat
Air pur
Retour à des charges naturelles d'acidification
Environnement non toxique
Couche d'ozone protectrice
Niveaux sans danger de rayonnements ambiants
Eutrophisation zéro
Lacs et cours d'eau vivants
Eaux souterraines de qualité
Milieu marin équilibré, zones côtières et archipels vivants
Zones humides florissantes
Forêts durables
Paysage agricole diversifié
Paysage de montagnes majestueux
Cadre bâti de qualité
Faune et flore riches et diversifiées

Ces objectifs définissent les cibles de la politique environnementale relativement à l'état et à la qualité d'un environnement durable futur. Ils structurent le travail devant être accompli afin d'atteindre l'objectif ultime, soit une société dans laquelle les problèmes environnementaux principaux auront été réglés. Cela suppose une réduction de la pression sur l'environnement à des niveaux qui sont viables à long terme. Cet objectif générationnel – léguer à la prochaine génération une société où les principaux problèmes environnementaux auxquels la Suède fait face auront été réglés – veut guider les actions environnementales à poser dans toutes les sphères de la société. Une « génération » signifie que les objectifs doivent être atteints d'ici 2020, sauf en ce qui concerne la cible sur les changements climatiques, qui doit être atteinte d'ici 2050.

Afin de remplir les objectifs, une liste de points clés a été créée. La politique environnementale doit faire en sorte (Environmental Objectives Portal, 2010) :

- que les écosystèmes se soient régénérés, ou soient en voie de l'être, et que leur capacité à long terme de se régénérer soit assurée ;
- que la biodiversité et l'environnement culturel et naturel soient préservés, promus et utilisés de façon durable ;

- qu'un minimum d'impacts négatifs provenant de l'environnement affecte la santé de la population et que les impacts positifs de l'environnement sur la santé humaine soient promus ;
- que les cycles matériels soient écoefficaces et, dans la mesure du possible, dépourvus de substance dangereuse ;
- que les ressources naturelles soient gérées de façon durable ;
- que la part des énergies renouvelables soit augmentée, que l'utilisation de l'énergie soit efficace et qu'elle ait des impacts minimaux sur l'environnement ;
- que les modes de consommation de biens et de services causent le moins de problèmes possible pour l'environnement et la santé de la population.

Une autorité nationale est responsable de chacun des OQE, y compris des mesures de mise en œuvre et de suivi, de l'évaluation et de la production de rapports sur les progrès accomplis. Toutefois, le fait de concentrer les actions sur les cibles environnementales suppose qu'on travaille de façon concertée dans tous les secteurs. On doit en outre pouvoir compter sur les organisations non gouvernementales – le secteur industriel de même que d'autres parties prenantes importantes – pour mener à bien ce travail. L'accent est également mis sur le fait qu'un grand nombre de petites décisions affectent l'environnement. Par conséquent, l'information, l'éducation et l'évaluation s'avèrent nécessaires. L'agence de protection de l'environnement de Suède a la responsabilité de coordonner toutes ces activités. Les OQE doivent faire l'objet d'un suivi régulier : un rapport annuel est envoyé au gouvernement et des évaluations approfondies sont produites tous les quatre ans, c'est-à-dire à chaque fin de mandat parlementaire.

Par contre, la théorie et la pratique ne vont pas toujours de pair. Jusqu'à quel point cette cible ambitieuse a-t-elle été atteinte? Les derniers rapports annuels brossent un portrait disparate. Certains OQE semblent être en voie de réalisation, ou du moins font l'objet d'un plan d'action. En revanche, pour d'autres objectifs, il semble qu'il soit difficile, voire impossible, qu'ils soient atteints à l'intérieur d'une génération. Il n'en demeure pas moins que la Suède a la réputation d'être un chef de file en matière de politiques environnementales et qu'elle est un exemple non seulement dans la façon dont elle formule ses cibles environnementales, mais aussi dans la manière dont elle passe de la parole aux actes. Des données récentes montrent, par exemple, que les émissions de gaz à effet de serre de la Suède ont diminué de presque 18 % par rapport au niveau de 1990 – bien que la cible initiale n'ait été qu'une diminution de 4 % (SEPA, 2010a).

TABLEAU 2 : LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT SERONT-ILS ATTEINTS ?

CIBLES DE QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT	PRÉVISIONS POUR 2020	TENDANCE
1. Réduction de l'impact sur le climat*	☹	↘
2. Air pur	☹	→
3. Retour à des charges naturelles d'acidification	☹	↗
4. Environnement non toxique	☹	→
5. Couche d'ozone protectrice	☺	↗
6. Niveaux sans danger de rayonnements ambiants	☹	→
7. Eutrophisation zéro	☹	→
8. Lacs et cours d'eau vivants	☹	→
9. Eaux souterraines de qualité	☹	→
10. Milieu marin équilibré, zones côtières et archipels vivants	☹	→
11. Zones humides florissantes	☹	→
12. Forêts durables	☹	→
13. Paysage agricole diversifié	☹	→
14. Paysage de montagnes majestueux	☹	→
15. Cadre bâti de qualité	☹	→
16. Faune et flore riches et diversifiées	☹	→

Source : Miljömålsrådet (ministère de l'Environnement), 2010.

* L'année fixée pour atteindre la première étape de cette cible est 2050.

Légende :

☺ : l'objectif sera vraisemblablement atteint;

☹ : l'objectif peut être atteint si d'autres actions sont mises en œuvre;

☹ : l'objectif sera difficile ou impossible à atteindre, même si d'autres actions sont mises en œuvre.

La cible la plus difficile à atteindre est la réduction de l'impact sur le climat, c'est-à-dire réduire les émissions de gaz à effet de serre de 50 % jusqu'en 2020 (objectif intermédiaire) et de 80 % d'ici 2050. La Suède figure parmi les quelques rares pays de l'Union européenne à avoir réussi à diminuer ses émissions à ce jour. Bien que ce résultat fasse de la Suède un modèle à suivre pour les autres pays, le rythme de réduction actuel des émissions est trop lent pour atteindre la cible fixée. Outre

la réduction de l'impact sur le climat, huit autres objectifs sont difficilement atteignables. Des cibles élevées en matière d'environnement sont certes une bonne chose, mais si elles sont réputées presque impossibles à atteindre, pourquoi donc prendre la peine de les formuler? Sont-elles uniquement symboliques, et auront-elles un jour des effets substantiels? Ce sont des questions sur lesquelles nous reviendrons dans nos conclusions.

Faut-il accorder la priorité à la durabilité environnementale ou à la croissance économique ?

La première décennie du nouveau millénaire montre la montée de pensées contradictoires. D'un côté, l'environnement est porté en grande estime par les partis politiques, les agences gouvernementales, les sociétés privées, les lobbys et les groupes de citoyens, et plusieurs d'entre eux reconnaissent la nécessité du développement durable, ainsi que celle de réduire les émissions de carbone. De l'autre, la Suède doit surmonter d'importants problèmes pour réaliser ses objectifs environnementaux. Le pays a toujours un des ratios de consommation d'énergie par habitant les plus élevés de la planète. Les émissions de sept tonnes de dioxyde de carbone par habitant (2009) en Suède sont, par contre, basses comparativement aux autres pays européens, principalement parce que l'énergie nucléaire et l'hydroélectricité comptent pour 90 % de l'énergie produite au pays. Toutefois, en comptabilisant le carbone émis à travers la consommation – c'est-à-dire ce qui est consommé en Suède mais fabriqué ailleurs –, les émissions sont de 25 à 35 % plus élevées, soit plus de dix tonnes par habitant (SEPA, 2010b). En prenant en compte ces émissions additionnelles, l'objectif du pays de devenir une société à faibles émissions de carbone, en ciblant plus largement l'indépendance par rapport aux énergies fossiles d'ici 2050, sera encore plus difficile à atteindre.

La Suède, remarquablement, a été le premier pays d'Europe à mettre en œuvre des réformes économiques conçues pour échanger des taxes et des tarifs liés à l'environnement et à l'énergie afin de diminuer les impôts sur les salaires. En 1991, ce pays était également l'un des premiers au monde à introduire une taxe sur le carbone, une taxe sur tous les combustibles autres que les biocarburants et la tourbe (Lidskog et Elander, 2000). Les industries manufacturière, agricole et forestière sont cependant exonérées de taxes sur l'énergie provenant de combustibles fossiles et elles paient uniquement 21 % de la taxe sur les émissions carboniques. Pour les activités industrielles énergivores, des règles spéciales s'appliquent et permettent aux sociétés de ce secteur de payer encore moins en taxe sur le carbone (un maximum de 0,8 % des ventes des produits fabriqués). Des recherches ont démontré qu'en matière de changements climatiques, il n'est pas optimal d'appliquer différents taux de taxes aux utilisations intermédiaires des sociétés et aux usages domestiques (Bohlin, 2010). La différenciation courante suppose que l'industrie manufacturière s'abstient de proposer des moyens peu coûteux pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre et que les ménages, pour leur part, investissent dans des moyens plutôt chers et ayant des effets limités pour économiser de l'énergie.

Les modes actuels de production et de consommation en Suède et dans d'autres pays industrialisés ne sont pas pratiqués selon le développement durable, que ce soit pour les intrants (exploitation de ressources naturelles non renouvelables) ou les extrants (émissions nocives créées par les activités humaines). L'empreinte écologique de la Suède est estimée à 5,1 hectares globaux (hag) par habitant, ce qui est légèrement plus élevé que la moyenne de l'empreinte écologique des pays de l'Union européenne (WWF, 2008). On peut comparer ce taux à celui des États-Unis (9,4 hag/habitant), de la Chine (2,1 hag/habitant) et de l'Inde (0,9 hag/habitant). En d'autres mots, pour que la population mondiale ait le même niveau de consommation et le même style de vie que les Suédois, nous avons besoin de l'équivalent de près de trois planètes. La question est de savoir si toutes les activités annoncées comme étant favorables au développement durable (déclarations du gouvernement, établissement d'agences gouvernementales, création et promotion de la conscience environnementale) mènent réellement à des changements dans les modes actuels de production et de consommation.

La Suède a officiellement adopté le concept de la modernisation écologique, dans le sens où la croissance économique et la politique environnementale ne se contredisent jamais. Même dans les cas où il y a des raisons d'avancer que les décisions courantes vont à l'encontre des ambitions environnementales du pays, les enjeux sont encadrés de façon à ce que la durabilité économique et la durabilité environnementale soient harmonisées, du moins dans la rhétorique. Les investissements dans les infrastructures de transport, comme dans la nouvelle autoroute à l'ouest de Stockholm qui doit être construite de 2012 à 2020, la nouvelle législation votée par le Parlement en 2010 interdisant le remplacement d'anciennes usines nucléaires par de nouvelles et l'aval donné au pipeline sous la mer Baltique sont des exemples de décisions qui sont encadrées par le langage de la modernisation écologique. Ces décisions, et d'autres du même acabit, sont vues comme faisant partie intégrante d'une politique générale du développement durable, en dépit des complications qu'elles constituent pour l'atteinte des objectifs à cause des impacts de ces décisions.

Les politiques locales et l'environnement

Le système politique de la Suède est fortement influencé par les politiques partisanes, et la dimension centre-municipalités imprègne les esprits ainsi que les actions des quelque 50 000 représentants locaux et régionaux des différents partis, provoquant parfois des conflits internes, surtout en temps de conjoncture économique difficile. Cela signifie que les politiques locales ne sont pas uniquement la réflexion des politiques nationales, et leur importance est soulignée par l'existence de l'Association des administrations locales et régionales suédoises qui agit à titre de représentante, porte-parole et ressource politique pour la totalité des 290 municipalités et des 20 conseils régionaux. Il s'agit d'un acteur de poids que le gouvernement central ne doit pas laisser de côté dans ses prises de décision qui concernent les gouvernements locaux et régionaux.

L'État est l'autorité législative qui impose les directions contraignantes pour tous les acteurs sous son autorité. Les gouvernements locaux sont soutenus et en

partie contrôlés par le conseil général de commune, qui est le « bras » régional du gouvernement central, responsable des contrôles en matière de politiques environnementales dans les cités et les villes. Le conseil général peut aussi, en tant qu'acteur indépendant, former des partenariats avec d'autres acteurs locaux, par exemple pour mettre en œuvre des initiatives locales pour le climat. Les municipalités suédoises ont ouvert la voie avec la mise en place du programme Agenda 21, qui est toujours pertinent à l'échelle locale, même s'il est aujourd'hui intégré dans des programmes environnementaux plus globaux (Dahlgren et Eckerberg, 2005).

L'agence de protection de l'environnement de Suède mentionne dans plusieurs documents que les municipalités sont le moteur de la politique environnementale puisqu'elles sont responsables d'avoir créé de bonnes conditions de vie, écologiquement, mais aussi socialement et économiquement. L'agence souligne également le rôle qu'ont joué les municipalités dans la politique sur les changements climatiques, par exemple en transmettant l'information et les connaissances sur leur territoire (SEPA, 2003).

En matière d'écogouvernance, qui concerne entre autres les fonctions du chauffage collectif, le traitement des eaux usées, la gestion des déchets et des matières recyclables, la consommation et les achats publics écologiques et l'éco-comptabilité, les municipalités suédoises sont des acteurs cruciaux (Gustavsson, Elander et Lundmark, 2009). Néanmoins, en ce qui a trait au transport et à l'énergie, leurs pouvoirs pour mettre en œuvre des mesures pouvant influencer positivement sur leur dépendance aux énergies fossiles demeurent très limités (Lidskog et Elander, 2000). De plus, les questions relatives aux changements climatiques et à l'environnement sont en concurrence avec nombre de dossiers prioritaires à l'ordre du jour des municipalités, comme la création d'espaces publics et l'intégration sociale ; ainsi, une pression est exercée en permanence sur les décideurs politiques à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la société (Granberg et Elander, 2007).

■ CONCLUSION : LA MODERNISATION ÉCOLOGIQUE DANS LA RHÉTORIQUE, LA POLITIQUE ET LA PRATIQUE

La politique environnementale suédoise laisse transparaître une tension interne. La Suède a été précoce et précurseur, se fixant des objectifs environnementaux ambitieux, institutionnalisant les questions environnementales dans des politiques gouvernementales et soutenant activement les accords internationaux sur l'environnement. En accord avec la notion de modernisation écologique, et possiblement de façon plus explicite que tout autre pays, elle a adopté une vision selon laquelle la relation entre économie et environnement est un jeu à somme positive, où la croissance économique intelligente, le bien-être collectif et la politique environnementale ambitieuse se soutiennent. Malgré tout, concilier ces trois dimensions dans une stratégie intégrée de développement durable est plus facile à dire qu'à faire et, comme nous avons tenté de le démontrer dans cet article, l'écart entre la rhétorique, les politiques et la pratique est plus grand qu'on ne le reconnaît dans de nombreux documents politiques et dans ce qu'on brosse comme portrait de la politique environnementale en Suède.

Jusqu'à présent, le pays n'a jamais élaboré de politiques environnementales qui remettent en question la logique de croissance de la société capitaliste. Lorsque la crise financière et la récession économique deviennent les priorités absolues de l'ordre du jour politique, l'environnement ne semble plus si important, comme on a pu le constater lors de la campagne électorale de 2010, où ni les changements climatiques ni l'environnement n'ont été des sujets chaudement discutés. Selon l'analyse de la couverture médiatique, seulement 2,5 % des articles publiés durant la campagne portaient sur l'environnement (Ehrling, 2010). Cette observation renforce la conclusion selon laquelle l'un des traits dominants des politiques environnementales suédoises est l'absence de positions écologiques radicales dans le discours public (Hildingsson, 2010, p. 159). La sphère publique semble être composée à moitié de groupes et de réseaux hautement organisés, dont bon nombre travaillent étroitement avec l'État. Par ailleurs, il existe un large consensus rhétorique, au sein même de l'élite, favorisant la croissance économique de la société suédoise et selon lequel un environnement sain est un préalable à la croissance économique. Dans ce sens, le développement durable est devenu l'une des expressions à la mode dans les guides gouvernementaux de politiques.

En analysant l'évolution de la politique environnementale en Suède, nous pouvons mettre en relief trois orientations politiques concurrentes qui se chevauchent partiellement et dont certaines branches se complètent. Premièrement, on observe la ligne d'action post-Rio, qui s'est concentrée sur les initiatives ascendantes et l'intégration de nombreux acteurs coopérants de la société civile (Hildingsson, 2010, p. 145). Deuxièmement, l'approche descendante est illustrée par la notion de « patrie du peuple écologique » énoncée par le premier ministre Göran Persson en 1995 et qui évoquait un État social-démocrate fort (Lundqvist, 2001). Troisièmement, on note l'orientation d'inspiration néolibérale axée sur le marché, qui soutient que la concurrence entre compagnies florissantes les poussera vers une production environnementalement durable demandée par les consommateurs « écologiques » (Spaargaren et Oosterveer, 2010). Ces orientations sont représentées à divers degrés par les partis politiques présents au Parlement et font en sorte que les politiques environnementales sont un mélange, ou un amalgame, de différents mécanismes qui, à long terme, nous mèneront ou non vers une société écologiquement durable, ou au contraire pas si viable qu'on ne l'aurait cru. En effet, c'est un portrait moins séduisant que celui brossé par la rhétorique politique audacieuse qui déclare un mariage heureux entre les valeurs sociales, économiques et écologiques. Malgré cette conclusion quelque peu désolante, il existe en Suède un certain nombre de conditions qui nous donnent de l'espoir pour l'avenir.

D'abord, le fait que la Suède s'est révélée précoce dans l'élaboration de politiques et l'établissement d'institutions environnementales a créé un cadre structurel, dont des ressources organisationnelles et professionnelles d'un grand potentiel pour la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation de politiques. Ensuite, des organismes environnementaux non gouvernementaux forts veillent à ce que les problématiques environnementales restent à l'ordre du jour politique. Troisièmement, malgré les différences entre les stratégies et les tactiques, il existe un fort consensus entre les partis politiques selon lequel la Suède doit défendre sa répu-

tation de pays prenant de grands engagements au chapitre de l'environnement. De plus, le modèle environnemental suédois a une incidence sur plusieurs plans. En effet, lorsque le gouvernement a promu activement la cause environnementale dans les conférences et les accords internationaux, les gouvernements locaux ont simultanément été des acteurs cruciaux dans la mise en œuvre de programmes environnementaux comme l'Agenda 21, les seize objectifs de qualité de l'environnement ainsi que l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, mettant ainsi en pratique le slogan « penser et agir – mondialement et localement » (Low et Gleeson, 1998, p. 189). Les municipalités suédoises sont également très actives au sein des réseaux interurbains transnationaux, comme on le voit bien en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets (Gustavsson, Elander et Lundmark, 2009).

Finalement, la force des gouvernements locaux en Suède constitue un lien important avec la société civile, lien qui s'illustre par un certain nombre de projets de dialogue continu dans lesquels les ménages et les citoyens, en tant que groupes cibles, sont incités par leur municipalité à convertir leur mode de consommation et leur style de vie afin qu'ils soient respectueux de l'environnement. Ces projets placent les ménages en tant que consommateurs de biens et de services au centre, même s'ils reconnaissent que les ménages sont tributaires du contexte, c'est-à-dire des lois et des normes gouvernementales, des infrastructures municipales et des fabricants qui fournissent des biens et des services respectueux de l'environnement (Gustavsson, 2010).

Au début de cet article, nous avons posé la question suivante : « Comment se débrouille la Suède lorsque des cibles audacieuses de développement durable se heurtent aux défis que pose la crise financière et économique et à la forte pression que cette crise engendre sur le système de sécurité sociale ? » Notre brève réponse à cette interrogation peut sembler futile : sur le plan de la rhétorique, il existe toujours un engagement, même si en matière de politiques et dans la pratique les obstacles se trouvant sur la route vers la durabilité écologique se sont révélés plus difficiles à surmonter que ce que laissaient supposer les formulations audacieuses. Peut-être le cas de la Suède, en raison des conditions favorables à une transformation vers une société viable qu'elle a réunies, est-il un exemple éloquent à la fois du potentiel et des limites des efforts que les pays développés engagent pour équilibrer les dimensions environnementales, économiques et sociales de la durabilité écologique ? Ou, au contraire, démontre-t-il que le développement durable en tant que projet politique se trouve dans une impasse ? Et dans la pratique, la notion de durabilité orchestre-t-elle les trois dimensions de manière à empêcher la durabilité sociale et écologique de provoquer la croissance économique ? Aujourd'hui, il est possible de soutenir les deux interprétations, même si dans un avenir rapproché, nous verrons mieux si l'écart entre ce qui a été fait et ce qui reste à faire s'agrandit ou diminue. En d'autres mots, sommes-nous sur la bonne voie vers une société durable, ou avons-nous besoin d'une repolitisation radicale des orientations politiques actuelles (Swyngedouw, 2007) ?

BIBLIOGRAPHIE

- Alfredson, B. et J. Wiman (2001). « Planning in Sweden: Fundamentals Outlined », dans I. Christoferson (dir.), *Swedish Planning: In Times of Diversity*, Stockholm, Swedish Society for Town and Country Planning, p. 117-120.
- Andersson, R., Å. BråmÅ et E. Holmqvist (2010). « Counteracting Segregation: Swedish Policies and Experiences », *Housing Studies*, vol. 25, n° 2, p. 237-256.
- Baker, S. (2007). « Sustainable Development as Symbolic Commitment: Declaratory Politics and the Seductive Appeal of Ecological Modernisation in the European Union », *Environmental Politics*, vol. 16, n° 2, p. 297-317.
- Blühdorn, I. (2007). « Sustaining the Unsustainable: Symbolic Politics and the Politics of Simulation », *Environmental Politics*, vol. 16, n° 2, p. 251-275.
- Blühdorn, I. et I. Welsh (2007). « Eco-politics Beyond the Paradigm of Sustainability: A Conceptual Framework and Research Agenda », *Environmental Politics*, vol. 16, n° 2, p. 185-205.
- Bohlin, L. (2010). *Taxation of Intermediate Goods: A CGE Analysis*, Örebro Studies in Economics n° 19, Örebro, Örebro University.
- Carson, R. (1962). *Silent Spring*, Cambridge, Riverside Press.
- Childs, M. W. (1936). *Sweden: The Middle Way*, New Haven, Yale University Press.
- Dahlgren, K. et K. Eckerberg (2005). *Status för Lokal Agenda 21: en enkätundersökning 2004* (The status of local agenda 21: a survey investigation 2004), Umeå, Hållbarhetsrådet.
- Directive 2004/18/EC of the European Parliament and of the Council of 31 March 2004 on the coordination of procedures for the award of public works contracts, public supply contracts and public service contracts http://ec.europa.eu/internal_market/publicprocurement/legislation_en.htm#packageimplement (page consultée le 7 janvier 2011).
- Ehrling, T. (2010). « Miljöfrågan nästan död i valrörelsen » (The environment almost a dead issue in the election campaign), *Sveriges Radio Nyheter/Ekot*, 5 septembre.
- Elander, I. (1978). *Det nödvändiga och det önskvärda. En studie av socialdemokratisk ideologi och regionalpolitik 1940-72* (The necessary and the desirable: a study of social democratic ideology and regional policy 1940-72), Stockholm, Arkiv för studier i arbetarrörelsens historia.
- Environmental Objectives Portal (2010). *Environmental Objectives Portal*, www.miljomal.nu/Environmental-Objectives-Portal/ (page consultée le 5 janvier 2011).
- Esping-Andersen, G. (1992). « The Making of a Social Democracy Welfare State », dans K. Misgeld, K. Molin et K. Åmark (dir.), *Creating Social Democracy: A Century of the Social Democracy Labour Party in Sweden*, University Park, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press, p. 35-66.
- Esping-Andersen, G. (1990). *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Cambridge, Polity Press.
- Fudge, C. et J. Rowe (2000). *Implementing Sustainable Futures in Sweden*, Stockholm, Swedish Council for Building Research.
- Government Bill 1997/98:145. *Swedish Environmental Quality Goals. An Environmental Policy for a Sustainable Sweden*.

- Government Bill 2004/05:150. *Environmental Quality Objectives A Shared Responsibility*.
- Granberg, M. et I. Elander (2007). « Local Governance and Climate Change: Reflections on the Swedish Experience », *Local Environment*, vol. 12, n° 5, p. 537-548.
- Gustavsson, E. (2010). *Tid, pengar eller ett personligt klimatsamvete: vad kan inspirera "vanligt folk" att ändra sitt vardagsliv i mer klimatvänlig riktning?* (Time, money or personal climate conscience: what can inspire "ordinary" people changing their everyday lives in a more climate friendly direction?), www.lamf.se/download/18.5b51cd3f12a7f640d458000204/Rapport+klimatpiloterna+2010_final.pdf (page consultée le 7 janvier 2011).
- Gustavsson, E., I. Elander et M. Lundmark (2009). « Multilevel Governance, Networking Cities and the Geography of Climate Change », *Environment and Planning C: Government and Policy*, vol. 27, n° 1, p. 59-74.
- Heclo, H. et H. Madsen (1987). *Policy and Politics in Sweden: Principled Pragmatism*, Philadelphia, Temple University Press.
- Hildingsson, R. (2010). « The Deliberative Turn in Swedish Sustainability Governance: Participation from Below or Governing from Above? », dans K. Bäckstrand et autres (dir.), *Environmental Politics and Deliberative Democracy: Examining the Promise of New Modes of Governance*, Cheltenham, Edward Elgar, p. 145-164.
- Jamison, A., R. Eyerman et J. Cramer (1990). *The Making of the New Environmental Consciousness: A Comparative Study of the Environmental Movements in Sweden, Denmark and the Netherlands*, Edinburgh, Edinburgh University Press.
- Jänicke, M. (2008). « Ecological Modernisation: New Perspectives », *Journal of Cleaner Production*, vol. 16, n° 5, p. 557-565.
- Joas, M., D. Jahn et K. Kern (2008). « Governance in the Baltic Sea Region: Balancing States, Cities and People », dans M. Joas, D. Jahn et K. Kern (dir.), *Governing a Common Sea: Environmental Policies in the Baltic Sea Region*, London, Earthscan, p. 3-18.
- Kronsell, A. (1997). « Sweden: Setting a Good Example », dans M. Skou Andersen et D. Liefnerink (dir.), *European Environmental Policy: The Pioneers*, Manchester, Manchester University Press, p. 40-80.
- Krueger, R. et D. Gibbs (2007). *The Sustainable Development Paradox: Urban Political Economy in the United States and Europe*, New York, Guilford Press.
- Lehtonen, M. (2004). « The Environmental–Social Interface of Sustainable Development: Capabilities, Social Capital, Institutions », *Ecological Economics*, vol. 49, n° 2, p. 199-214.
- Lidskog, R. (1994). « The Politics of Radwaste Management: Civil Society, the Economy and the State », *Acta Sociologica*, vol. 37, n° 1, p. 55-73.
- Lidskog, R. et I. Elander (2000). « After Rio: Urban Planning and Environmental Policy in Sweden », dans N. Low et autres (dir.), *Consuming Cities: The Urban Environment in the Global Economy after the Rio Declaration*, London, Routledge, p. 197-218.
- Lidskog, R., L. Soneryd et Y. Uggla (2009). *Transboundary Risk Governance*, Londres, Earthscan.
- Lidskog, R. et G. Sundqvist (2004). « On the Right Track? Technology, Geology and Society in Swedish Nuclear Waste Management », *Journal of Risk Research*, vol. 7, n° 2, p. 251-268.

- Low, N. et B. Gleeson (1998). *Justice, Society and Nature: An Exploration of Political Ecology*, Londres, Routledge.
- Lundgren, L. J. (1995). « Sveriges gröna historia » (Sweden's green history), dans B. Bolin et H. Strandberg (dir.), *Människa och miljö: Om ekologi, ekonomi och politik* (Man and environment: on ecology, economics, and politics), Stockholm, Tiden, p. 11-40.
- Lundqvist, L. J. (2004). *Sweden and Ecological Governance: Straddling the Fence*, Manchester, Manchester University Press.
- Lundqvist, L. J. (2001). « Implementation from Above: The Ecology of Power in Sweden's Environmental Governance », *Governance*, vol. 14, n° 3, p. 319-337.
- Lundqvist, L. J. (1971). *Miljövårdsförvaltning och politisk struktur* (Environmental policy administration and political structure), Lund, Prisma.
- Miljömålsrådet (2010). *Miljömålen – svensk konsumtion och global miljöpåverkan, de Facto 2010. Miljömålsrådets årliga uppföljning av Sveriges miljömål* (The environmental goals: Swedish consumption and global environmental effects), Progress Report, Stockholm, Swedish Environmental Objectives Council.
- Milner, H. (1989). *Sweden: Social Democracy in Practice*, Oxford, Oxford University Press.
- Olsson, L. et autres (2009). « Sweden: When Strong Sector Historical Roots Meet EU Policy Processes », dans J. Kendall (dir.), *Handbook on Third Sector Policy in Europe and Organised Civil Society*, Edward Elgar, Cheltenham, p. 159-183.
- Regeringskansliet (The Government Offices of Sweden) (2010). *Regeringsförklaringen 5 oktober 2010* (The Government's Declaration of Intent 5 October 2010), www.regeringen.se/sb/d/12629/a/152841/ (page consultée le 21 décembre 2010).
- Regeringskansliet (The Government Offices of Sweden) (1996). *Regeringsförklaringen 17 September 1996* (The Government's Declaration of Intent 17 September 1996), www.sweden.gov.se/sb/d/108/a/11459/ (page consultée le 21 décembre 2010).
- SEPA (2010a). *Emissions Since 1990*, www.naturvardsverket.se/en/In-English/Menu/Climate-change/Greenhouse-gas-emissions/Emissions-since-1990 (page consultée le 4 janvier 2011).
- SEPA (2010b). *The Climate Impact of Swedish Consumption*, Report 5992, Stockholm, The Swedish Environmental Protection Agency.
- SEPA (2003). *Kommunerna och miljömålen: en utvärdering* (The municipalities and the environmental goals), Stockholm, Swedish Environmental Protection Agency.
- Socialstyrelsen (2010). *Social rapport 2010*, Stockholm, The National Board of Health and Welfare. www.socialstyrelsen.se/publikationer2010/socialreport-summary (page consultée le 15 septembre 2010).
- Sommestad, L. (2010). « Regeringen försöker dölja ökande inkomstklyftor » (Government tries to hide increasing income gulfs), *Dagens Nyheter*, 24 juillet.
- Spaargaren, G. et P. Oosterveer (2010). « Citizen-consumers as Agents of Change in Globalizing Modernity: The Case of Sustainable Consumption », *Sustainability*, vol. 2, n° 7, p. 1887-1908.
- Star, S. L. (1989). *Regions of the Mind: Brain Research and the Quest for Scientific Certainty*, Stanford, Stanford University Press.

- Swyngedouw, E. (2007). « “Impossible Sustainability” and the Postpolitical Condition », dans R. Krueger et D. Gibbs (dir.), *The Sustainable Development Paradox: Urban Political Economy in the United States and Europe*, New York, Guilford Press, p. 13-40.
- Therborn, G. (1992). « A Unique Chapter in the History of Democracy: The Social Democrats in Sweden », dans K. Misgeld, K. Molin et K. Åmark (dir.), *Creating Social Democracy: A Century of the Social Democratic Labor Party in Sweden*, University Park, The Pennsylvania State University Press, p. 1-34.
- Trägårdh, L. (dir.) (2007). *State and Civil Society in Northern Europe: The Swedish Model Reconsidered*, New York, Berghahn Books.
- Weale, A. (1992). *The New Politics of Pollution*, Manchester, Manchester University Press.
- Wildavsky, A. B. (1987). « Doing More and Using Less: Utilisation of Research as a Result Regime », dans S. Wilks et M. Wright (dir.), *Comparative Government-Industry Relations. Western Europe, the United States, and Japan*, Oxford, Clarendon Press, p. 56-93.
- Wilkinson, R. et autres (2009). *The Spirit Level: Why Greater Equality Makes Societies Stronger*, London, Bloomsbury Publishing House.
- World Commission on Environment and Development (1987). *Our Common Future. The Brundtland Report*, Oxford, Oxford University Press.
- WWF (2008). *Living Planet Report 2008*, http://assets.panda.org/downloads/living_planet_report_2008.pdf (page consultée le 21 décembre 2010).